



Colloque

« Vulnérabilité et résilience dans le renouvellement des approches du développement et de l'environnement »

13-15 Novembre 2019, UVSQ

Grand-Bassam, patrimoine mondial de l'UNESCO : stratégie de résilience ou résignation des acteurs locaux ?

Sainte Sébastienne Aya KOUASSI, Kra Valérie KOFFI, Affoué Cécile KOFFI



Plan de la communication

I- Introduction

II- Méthodologie de recherche

III- Résultats préliminaires

1- Patrimonialisation de GB, un processus porté par les acteurs institutionnels

2- Ville historique de GB et priorité de développement: la gouvernance des ressources

3- Antagonisme entre logique de gestion du patrimoine et logique des populations locales

4- conflits, résilience et résignation autour de la ville historique

IV- Conclusion



Introduction

- En 1972, la conférence générale de l'UNESCO adopte la Convention sur la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel
- 1976, création du comité du patrimoine mondial
- Selon l'UNESCO (2014), « le patrimoine désigne à la fois un produit et un processus qui fournit aux sociétés un ensemble de ressources héritées du passé, créées dans le présent et mises à disposition pour le bénéfice des générations futures. Il comprend non seulement le patrimoine matériel, mais aussi le patrimoine naturel et immatériel ». (pp, 132)



Introduction

- Inscription du quartier France de Grand Bassam sur la liste du patrimoine en 2012 (Ville historique de Grand-Bassam), Grand-Bassam fut la première capitale coloniale, portuaire, économique et juridique de la Côte d'Ivoire et compte a cet effet, plusieurs bâtiments et sites attestant des activités sociales, économiques et politiques de cette période
- Le palais du gouverneur, les bâtiments ayant abrité les grandes compagnies commerciales telles que CFAO, CFCI, SCOA, les équipements portuaires tels que l'ancien Wharf, le débarcadère, les voies Decauville et les établissements financiers dont le Banque de l'Afrique Occidentale, la banque du Nigéria




Introduction

- La mise en patrimoine comme un engagement contre la vulnérabilité (Ouallet, 2009) devrait déboucher sur les pratiques de protection et de préservation des bâtiments et des sites de la Ville historique
- Paradoxalement, depuis son inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, l'on constate une vulnérabilisation de l'ensemble des vestiges de Grand Bassam
- Très peu d'entre eux ont fait l'objet de réhabilitation et de remise en l'état et certains de ces bâtiments sont visiblement en ruine à travers leur état de dégradation avancé causée en partie par la brise marine et les usages qu'en font les riverains (utilisation comme dépotoirs)



Introduction

- Pourquoi l'inscription de la ville de Gand Bassam au patrimoine mondial de l'UNESCO n'a-t-elle pas entraîné des modifications significatives dans les pratiques locales de sa gestion et de sa préservation ? (Di Méo, 2008; Ouallet, 2009)
 - Cette question rend compte du rapport entre la mise en patrimoine des biens et leur survie, à partir des pratiques de protection et de conservation, face aux défis de la pauvreté et du développement durable des sociétés
- 




Méthodologie

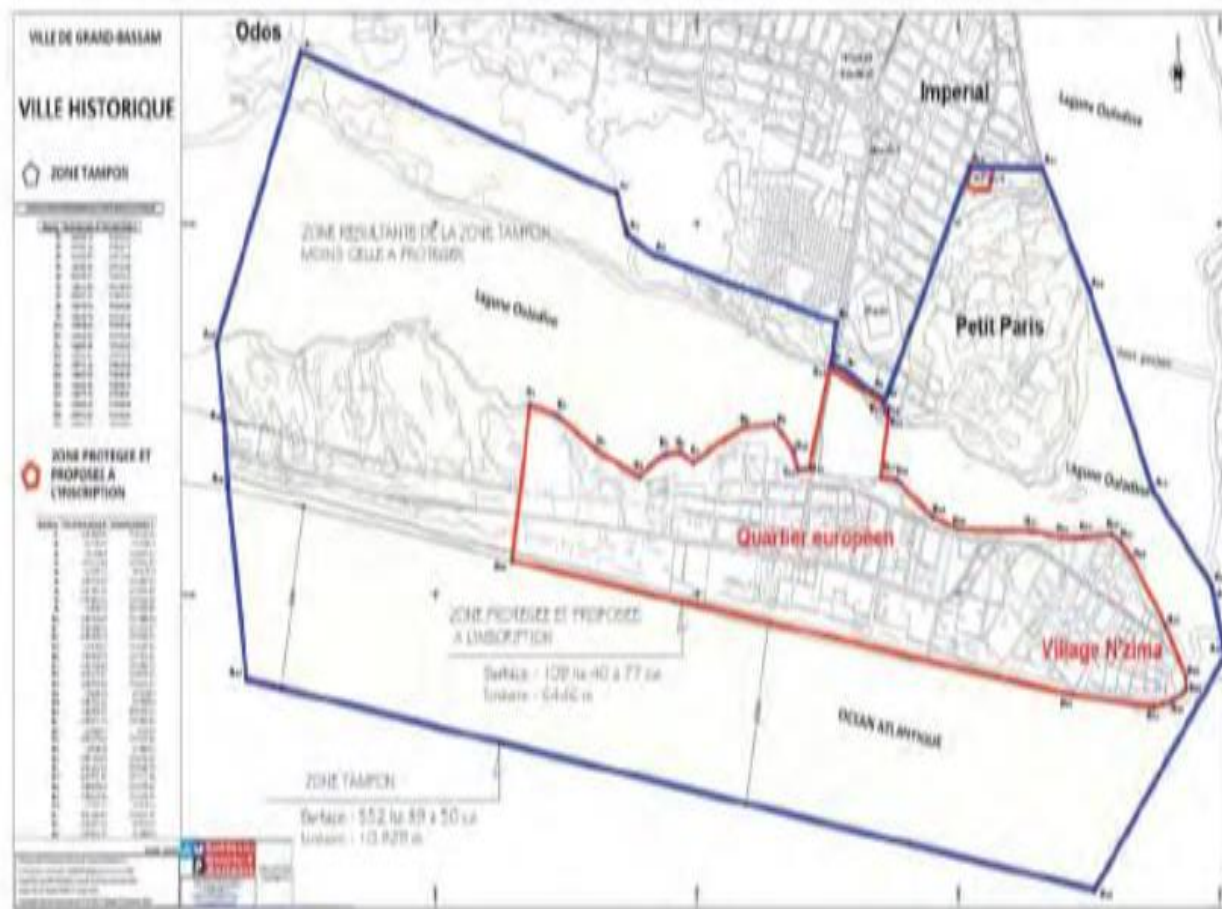
- Grand-Bassam est situé dans la région du Sud, à 43 kilomètre d'Abidjan (capitale économique), Ville située sur le littoral avec une façade sur l'océan atlantique et une autre sur la lagune ébrié. La ville compte 05 quartiers et plus de 80 000 habitants (INS, 2014) sur un peu plus de 12 km²
- Étude exploratoire basée sur des entretiens individuels semi-directifs (16) auprès de trois catégories d'acteurs (Ministère, structures de gestion, communautés locales) autour des aspects historiques de la patrimonialisation, des acteurs associés au processus, des pratiques de gestions des biens et des logiques et pratiques de conservation/dégradation des biens



Méthodologie

- L'observation directe a permis d'apprécier l'état du patrimoine de la « Ville historique ». L'observation indirecte a permis de disposer d'images attestant de l'état de conservation/dégradation de certains biens inscrits au patrimoine.
 - Les données collectées ont été transcrites et le corpus obtenu a fait l'objet d'une analyse de contenu qui a permis de mettre en évidence les pratiques et les logiques de protection et de conservation de la Ville historique de Grand-Bassam
- 

Patrimonialisation de GB, un processus porté par les acteurs institutionnels



La Ville historique comprend deux entités. La première comprend « une bande terrestre continue proche de 2,2 km de long sur environ 400 mètres de large (...) La seconde est constituée du phare situé dans le quartier Petit Paris. Le bien s'étend sur 109,89 hectares avec une zone tampon de 552,39 hectares

Patrimonialisation de GB, un processus porté par les acteurs institutionnels



L'inscription de la Ville historique a été possible sur la base de la Déclaration de la Valeur Exceptionnelle du site par l'UNESCO et de la satisfaction de deux (iii et iv) des dix critères de sélection d'un bien pour la Liste du patrimoine mondial

Patrimonialisation de GB, un processus porté par les acteurs institutionnels

- Les prémices remontent en 1977 avec l'écrivain Bernard Dadié (Ministre de la culture et de l'information) Voyant dans la convention de 1972, une opportunité pour la préservation de cette partie de l'histoire de la Côte d'Ivoire
- En 2007, le Ministère s'approprie réellement la démarche de patrimonialisation et crée un Comité Opérationnel pour l'Inscription du site
- Les populations locales ne sont pas réellement associées au processus (1 représentant de la chefferie)
- « On nous a réuni un matin pour nous dire qu'après Dakar, Bassam a été choisi pour être patrimoine UNESCO », « la population n'a pas été informée »
- frustrations et sentiment d'avoir perdu leur autonomie dans la gestion de leur territoire (Marcotte & Bourdeau, 2010). « ils nous empêchent de reconstruire les maisons. On nous demande d'aller prendre l'ancienne photo à la Maison du Patrimoine pour reproduire à l'identique »



Ville historique de GB et priorité de développement: la gouvernance des ressources

- Flexibilité dans la gestion a ouvert la voie à des stratégies de positionnement des acteurs sur le champs politique (Maurel, 2017) et économique par la création de postes de responsabilité dans différentes structures étatiques
- Baisse du budget de gestion du patrimoine (15-17 Million FCFA à 1.5-5 Million FCFA)
- Eloignement géographique des structures de gestion (Ministère, OIPC, MP)
- Le contexte post-crise qui oriente les investissements vers les « secteurs prioritaires » de la sécurité, des infrastructures, de l'économie, etc.



Antagonisme entre logique de gestion du patrimoine et logique des populations locales

- La gestion de la Ville historique s'appuie sur un plan de conservation et de gestion qui a été validé par l'UNESCO
- Dans la pratique, cette gestion est assurée par la Maison du Patrimoine et la mairie de Grand-Bassam
- Le non-respect des règles conduit à l'arrêt de toute initiative de construction ou de rénovation sur le site et expose les acteurs à des poursuites judiciaires
- Perte d'opportunité économique par les acteurs locaux (perte d'activités économiques, difficile reconversion)



conflits, résilience et résignation autour de la ville historique

- Conflits entre les acteurs des structures formelles de gestion du fait de la recomposition des rapports de domination, conflits inter et intra familiaux du fait de la copropriété de certains biens, conflits entre les acteurs locaux et les acteurs des structures formelles de gestion des biens (janvier 2019, destruction nocturne d'un bâtiment par son propriétaire)
- Dégradation volontaire des bâtiments comme stratégie de résilience et résignation des acteurs locaux



Conclusion

- Cette étude à visée exploratoire avait pour objectif d'analyser les mécanismes sociaux qui ont conduit à la vulnérabilisation avancée des bâtiments coloniaux de la ville de Grand-Bassam en rapport avec la logique de patrimonialisation
- faible niveau d'implication de la population par les acteurs institutionnels dans le processus de mise en patrimoine comme un facteur explicatif de cette situation paradoxale.
- Par conséquent bien que reconnu internationalement, ce patrimoine mondial n'est pas approprié dans son ensemble par les populations locales.
- Ce qui entraîne des divergences entre les logiques de gestion des acteurs institutionnels et les « pratiques patrimoniales » des populations locales.
- En outre, les résultats mentionnent que l'insuffisance des ressources matérielles et financières ajouté à la complexité des rapports entre les différentes instances de gestion de ces sites occasionnent la détérioration de ces biens patrimoniaux.



Conclusion



- A terme, l'étude démontre que l'état de dégradation avancée de certains biens classés au patrimoine à Grand-Bassam est la résultante des interactions entre les différents acteurs autour de la Ville historique caractérisées par une gestion exclusive des biens par un groupe d'acteurs
- Ainsi, en révélant les logiques et les pratiques des différents acteurs, elle démontre comment celles-ci constituent des opérateurs/stratégies de résilience (Auphiné, Provitolo 2007, Koffi, 2010) ou symbolisent la résignation des acteurs face à l'incapacité de faire face aux contraintes de rénovation et de conservation.
- Partant, ces enjeux multiples autour du patrimoine sont source de nouvelles vulnérabilités dans un contexte de pauvreté et de crise de l'emploi (Ouallet, 2009).



MERCI POUR VOTRE ATTENTION